

Le débat continue avec cette 5<sup>ème</sup> note qui prolonge le "Manifeste" pour un débat public sur l'école (éditions La Découverte).

Comme la précédente, cette note n'en reprend qu'un seul point, et nous renvoyons à notre petit livre pour une réflexion d'ensemble.

Nous souhaitons que les lecteurs de ce texte le diffusent le plus largement possible, et nous serons heureux de recevoir leurs remarques.

## PARENTS ET ENSEIGNANTS : UNE TENSION NECESSAIRE

Les parents ont souvent été peu nombreux dans les réunions du grand débat sur l'école organisé par le Ministère. Mais ce n'est pas une surprise : si l'institution réserve une place aux parents, du niveau de la classe à celui de l'établissement et jusqu'au Conseil supérieur de l'Éducation, il n'y a pas toujours harmonie entre leur représentation dans ces instances, parlant au nom de tous les parents, et la prise en compte des aspirations des parents de chaque enfant.

Sans se limiter à l'aspect institutionnel, il faut l'avoir à l'esprit pour parler de la coopération entre parents et enseignants, qui sont **en situation objective de co-éducation**. Mais gardons-nous de l'angélisme : il y a forcément des tensions, des intérêts divergents. Pour les dépasser, il faudrait que l'institution se pose quelques questions essentielles :

- Les parents ont-ils tous la même attitude par rapport à l'école ?
- Comprennent-ils tous ce que l'école demande, aux élèves aussi bien qu'à eux-mêmes ?
- Sinon, s'agit-il d'un problème d'explication, ou d'une incompréhension des enjeux de l'école ?
- La relation qu'entretient l'école avec les parents correspond-elle à leur attente ?
  - En quoi les attentes respectives des parents et des

enseignants font-elles partie des conditions de la réussite de chaque enfant ?

### Un nouveau contexte

Pour répondre à ces questions, il faut prendre en compte les profondes évolutions du système éducatif.

«*Il n'existe pas d'autre pays que la France qui ait construit son système scolaire, à ce point, contre le système familial ...*»<sup>1</sup>. L'École d'aujourd'hui a gardé quelques traits de celle de la Troisième République. Jules Ferry voulait soustraire l'enfant aux superstitions, à la soumission au curé du village, au patois, à l'absence d'hygiène, et à l'héritage des privilèges, du moins de certains. L'école de Jules Ferry, c'était le culte de la raison, la morale publique, l'union autour de la langue nationale, bref la formation du citoyen à travers quelques apprentissages élémentaires. Mais depuis 1945, puis avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans (et bien au-delà en fait), **l'école a changé de public**. Jusque dans les années 1960, l'École républicaine va fonctionner en laissant jouer implicitement le principe de sélection sociale ; *l'élitisme républicain*, en permettant à quelques rares élus d'accéder à de hautes fonctions par leur *mérite*, contribuait à masquer le jeu de la reproduction dans la plupart des cas.

Le collège unique bouleverse le cadre, mais c'est au moment où les «trente glorieuses» s'achèvent et où la modernisation requiert un niveau de formation de plus en plus élevé. Après les grandes

espérances, les grandes illusions : tous les élèves, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, auront accès aux mêmes études, aux mêmes établissements, avec les mêmes professeurs. En réalité seuls les *meilleurs*, lisons ceux que leur origine socio-culturelle a préparés à un enseignement qui est la propédeutique à la voie d'excellence du lycée d'enseignement général, pourront vraiment atteindre le plus haut niveau. Les parents comprendront peu à peu que l'égalité affichée pour le collège n'était qu'un leurre. Parfois, même les élèves éprouveront dans un même collège que toutes les classes ne sont pas équivalentes.

D'où ce paradoxe : c'est dans une période où la législation précise les conditions de participation des parents à la vie scolaire et où leur intérêt pour ce qui se fait à l'école ne cesse de croître que **le rapport de confiance** - qui se traduisait souvent par une absence de rapports - qu'entretenaient les familles avec l'école **se délite**.

### Les relations ne sont plus les mêmes

Les conséquences de cette nouvelle donne sont à l'origine de bien des malentendus ; et d'abord de ce que nous avons appelé dans *le Manifeste pour un débat public pour l'école* **l'injonction paradoxale** : «Tout le monde est pour le rapprochement avec les familles, à condition que celles-ci sachent tenir le discours qu'on attend d'elles dans l'institution.



■■■ On parle beaucoup du nécessaire partenariat avec les parents, de l'aide qu'ils peuvent apporter aux enseignants en étant leur allié inconditionnel, en veillant au travail scolaire de leur(s) enfant(s), sans pour autant se prononcer sur l'intérêt qu'il présente pour l'élève. Mais, quand certains élèves posent problème aux enseignants, "on déplore la faible présence des parents, surtout en milieu populaire, lors de réunions où ils sont invités (il arrive que, fâcheux lapsus, on dise parfois "convoqués"). On connaît aussi le thème récurrent de la "démission parentale", lorsque ceux-ci semblent absents et paraissent avoir failli à leur tâche éducative<sup>2</sup>. De récentes études démentent cette vision simpliste. "Comme on demande aux familles tout et son contraire, si elles se mêlent trop de ce qui bien souvent les regarde, on se plaint de leur

intrusion, de leur interventionnisme inopiné et intempestif. Et on brandit une autre menace, celle du "consommérisme"<sup>3</sup>.

"L'inconséquence ici, c'est de ne reconnaître leur action que lorsqu'elle arrange l'école. On l'apprécie quand il faut faire pression auprès de l'inspection académique pour obtenir des postes, mais ensuite, chacun doit rentrer chez soi ».

Les parents comme variable d'ajustement, en quelque sorte.

### Les parents sont divers

En fait, les parents d'élèves ne constituent pas une *classe* homogène. Ils sont divers dans leur rapport à l'école.

Certains parents sont dépassés ; d'autres sont submergés par des problèmes familiaux et peinent à survivre.

Au-delà, il y a tous ceux qui "pensent bien faire en ne se mêlant pas des affaires de l'école tandis que les enseignants interprètent leur non-intervention comme la preuve de leur désintérêt"<sup>3</sup>. Parmi eux, tout simplement des familles modestes, qui courent après le temps et peinent à accompagner la scolarité de leurs enfants. Les familles en grande pauvreté, qui cachent leur misère, et dont, dit Claude Pair, "la seule richesse qui leur reste est l'avenir de leurs enfants". Les parents d'origine immigrée, qui ont très généralement un profond respect pour l'école et pour ses maîtres mais qui estiment que le respect se marque par la distance ; pour eux, la réussite scolaire de leur enfant est l'expression de leur propre intégration sociale et culturelle. Plus largement, beaucoup de parents de familles populaires ne viennent pas à l'école parce qu'ils pensent qu'ils n'ont rien

La coopération entre parents et enseignants peut prendre des formes concrètes, dont voici quelques exemples (voir l'ouvrage de Jean-Michel Zakhartchouk, "*Enseigner, un métier à réinventer*", Ed. Yves Michel, 2002).

### Les questions que les parents sont en droit de poser :

- Quelles structures pédagogiques propose l'établissement ?
  - Comment et sur quels critères sont constituées les classes ?
- Quelles informations les parents peuvent-ils obtenir sur le fonctionnement de l'établissement ?
- Quels sont les différents personnels, leur rôle, leur relation avec les familles ?
  - Comment les parents peuvent-ils rencontrer les enseignants ou les cadres éducatifs ? A qui s'adresser en cas d'urgence ?
- Quelles procédures de remédiation et de suivi personnalisé utiliser lorsque leur enfant se trouve en difficulté passagère ?
- A qui cet enfant peut-il se confier sans craindre de déranger ou d'être brutalement rabroué ?
  - A qui peut-il s'adresser quand il ne comprend pas l'énoncé d'un problème ou le texte d'un exercice ?

### Ce que les enseignants peuvent apporter aux parents :

- Des conseils méthodologiques : comment aider un enfant à apprendre efficacement une leçon, comment le guider pour bien lire, notamment les consignes, comment organiser son planning de travail.
- Des recommandations pour travailler dans le même sens qu'eux à motiver les enfants : insister sur le positif, ne pas considérer l'aide à la maison sous le seul angle du contrôle, mais aussi de la discussion sur ce qui a été fait à l'école, sur ce qu'on a appris, inciter les parents à mettre en relation les savoirs scolaires et les savoirs d'expérience quotidienne dans la famille.
- Une réflexion sur ce qui peut permettre à l'enfant de travailler dans de bonnes conditions : des limites à la consommation télévisuelle, une alimentation et un sommeil favorables à l'efficacité dans le travail, cela présenté sous un angle professionnel et non moralisant.
- Une ouverture qui donne aussi une image positive de l'école. Les parents apprécient quand les enseignants présentent l'action de l'école ou de l'établissement, quand ils informent sur les programmes, les exigences, les critères d'évaluation.
- Une volonté de transparence : les enseignants aident à décoder l'école, et cela va dans le sens de l'égalité (procédures d'orientation, sens de la constitution des classes). Ils organisent systématiquement des réunions d'information, par exemple sur les nouveaux dispositifs (TPE, IDD...) ou le travail à la maison, des réunions où les enseignants ne monopolisent pas la parole.

à y faire, qu'ils ne peuvent lui être d'aucune utilité, ou qu'en fin de compte ils n'en sont pas dignes.

A l'opposé, les parents encombrants, ceux qui surinvestissent l'espace scolaire, ceux qui "pédagogisent" le moindre moment de loisir de leur enfant, et qui pensent compenser par une hyperactivité péripédagogique un déficit d'écoute et de parole, voire de simple présence parce qu'ils sont trop investis dans leur travail.

Faut-il mettre à part les parents-enseignants ? Ils sont nombreux, depuis que l'enseignement est devenu une profession de masse ; ils ont été nombreux dans les débats sur l'école. A certains, qui font partie des encombrants, on aurait envie de demander si, dans leur profession, ils sont exempts des reproches qu'ils adressent à leurs collègues, et quelle considération ils accordent aux parents de leurs propres élèves. Certains ne se préoccupent pas de relations avec les professeurs de leurs enfants. D'autres - le plus grand nombre ? - sont attentifs mais discrets, y compris quand ils parlent avec leurs enfants de leurs professeurs ; certains comprennent mieux les difficultés des élèves quand ils voient celles que rencontrent leurs propres enfants.

Mais **tous les parents veulent être des parents comme les autres** : ils veulent que l'école

assure à la fois la réussite de l'élève, l'épanouissement de l'enfant, et la formation du futur citoyen, ils veulent comprendre comment fonctionne l'école, comment fonctionne leur enfant à l'école, sans qu'ils suspectent la conscience professionnelle des maîtres ni veuillent empiéter sur leur responsabilité pédagogique.

Il est légitime que l'intérêt des parents pour l'organisation pédagogique de l'établissement se traduise par de vraies questions. Inversement, que l'enseignant veuille savoir ce qui se passe pour l'élève en dehors de l'école n'est pas *a priori* un viol de l'intimité familiale. La bonne mesure, la discrétion, la confiance mutuelle permettent qu'on prenne en compte l'intérêt de l'enfant dans sa globalité, tout en respectant sa vie privée et celle de sa famille.

### Co-éducation : pourquoi ? comment ?

Les parents ne sont pas des partenaires comme les autres ! S'ils sont institutionnellement reconnus comme des partenaires permanents de la communauté éducative, ce n'est pas pour leur faire plaisir ou pour contrarier quelques enseignants ; c'est l'esprit de la loi qui place l'élève au centre du système éducatif. C'est parce que l'enfant et le jeune sont

la préoccupation centrale de l'ambition éducative des adultes qui ont choisi de coopérer et de fédérer leurs compétences respectives pour traduire cette ambition en actes. Plus qu'un simple partenaire : c'est le parent coéducateur qui est concerné.

Et pourtant, la famille n'est pas l'école, ni l'école la famille.

La cellule familiale est le domaine de la filiation, où chacun se construit par son histoire personnelle. Le monde de l'école est de l'ordre de la construction de soi, dans un espace social où l'on apprend à se déprendre de la famille pour s'inscrire dans l'universel. Cette distinction est une condition nécessaire de la structuration de l'enfant.

C'est la (re)connaissance mutuelle, l'accord entre deux partenaires privilégiés, la complémentarité négociée de leur action éducative qui doivent être recherchés dès lors qu'il n'est plus guère de familles qui ne se préoccupent de la scolarité de leur enfant et de son avenir. Dans la relation parents-enseignants, l'alternative est simple : au mieux un choix délibéré, au pire une nécessité désormais incontournable.

Mais cette co-éducation entre parents et enseignants est assurée dans une tension féconde.

Dilemme bien connu : l'équilibre à trouver entre les intérêts particuliers et la recherche d'une école de

### Ce que les parents peuvent apporter aux enseignants :

- Des informations sur l'enfant, qui convergent avec des observations des professeurs ou au contraire en divergent, informations parfois explicites, parfois implicites derrière telle demande maladroitement ou mal formulée.
- Un soutien de leur action, ce qui est bien plus fréquent qu'on ne le croit. Les enseignants croient souvent être mal aimés, alors que la plupart des parents, surtout ceux d'origine populaire, savent bien la difficulté de leur travail et apprécient leur action.
- Des demandes qui interpellent l'enseignant, mais donnent du sens à son travail. Quel professeur n'a pas été gratifié d'apprendre combien il comptait pour l'enfant, ou n'a été sensible au fait que telle parole, telle note, tel sujet d'études ont été au centre des conversations familiales ?

Sans doute, tout n'est pas idyllique. Certains parents ne croient pas devoir soutenir l'action de l'école. D'autres proclament trop vite que l'enfant doit compter sur lui-même. D'autres enfin, peut-être parce qu'ils sont eux-mêmes démunis face aux problèmes de leur enfant, attendent que l'enseignant fasse des miracles. Aux enseignants d'être patients, d'engager le dialogue, en ne cédant jamais à la généralisation abusive.

Mais, à côté des incidents provoqués par une infime minorité de parents ou des mises en accusation réciproques qu'on voit dans certains établissements, on met en place de véritables chartes d'obligations communes, on réfléchit à de vrais dispositifs d'accueil (une journée de rentrée à caractère convivial, où les parents des nouveaux élèves pourraient assister au premier cours, la remise des bulletins trimestriels en mains propres, des journées portes ouvertes, salles de classe comprises, etc....).

■ ■ ■ qualité pour tous. Qui reprocherait à des parents de vouloir pour leur enfant la meilleure scolarité possible, dans une «bonne école», où une équipe pédagogique soudée assure à la fois l'assimilation des contenus et l'apprentissage de la vie collective, tout en sachant créer les dispositifs qui permettent l'accompagnement au moment des difficultés passagères ? Une école à l'abri des soubresauts de la vie extérieure sans être une forteresse isolée de la "vraie vie" ? Mais ces mêmes parents, militants de l'école, qui condamnent les établissements ghettoïsés, la ségrégation scolaire, la forte corrélation entre réussite et inégalités sociales, qui revendiquent une école de la mixité sociale, on les voit souvent, s'ils sont initiés aux arcanes du système, déployer les stratégies nécessaires pour éviter les établissements de mauvaise réputation.

Mais il y a beaucoup d'hypocrisie à condamner des «parents consommateurs» alors que notre système apparemment égalitaire profite d'abord à ceux qui savent louvoyer entre établissements d'excellence, options ou langues rares, sections européennes ou classes bilingues, pour accéder au trésor. L'intérêt général -la vertu en quelque sorte- ne s'impose véritablement qu'à ceux qui ne savent pas comment prendre les raccourcis. Mais se résigner à cet état de choses serait admettre de laisser sur le carreau trop de jeunes condamnés à l'échec et dont la violence, dirigée vers les autres ou retournée contre eux-mêmes, est la manifestation d'un sentiment profond d'impuissance et d'abandon.

Pour dépasser cette contradiction, il faut que la Nation se réapproprie le débat éducatif, dise quelle école elle veut et dégage les moyens nécessaires. Mais nous ne sortirons pas de la contradiction si le système est confisqué par ceux-là même qui ont tous les atouts en main. Ou alors il faut se résigner à ce qu'à terme le service public paupérisé soit abandonné aux

plus modestes, tandis que les privilégiés profiteront à côté d'un réseau prospère devenu de fait ségrégationniste.

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire, mais il y a rarement de solution facile à un problème complexe. C'est pourquoi il faut bâtir collectivement, en commençant par ce que nous pouvons entreprendre en commun. Le concept de coéducation n'a pas d'autre sens. Pour promouvoir cette école pour tous au service de tous, quelques initiatives concernant la participation des parents à la vie scolaire doivent être prises.

Dans les établissements où les familles sont très éloignées de l'univers culturel du système scolaire, il faut développer les démarches de médiation à leur intention. La formation initiale et continue des enseignants, et de tous les personnels, doit inclure une information concernant les modalités de contact avec les familles, et un entraînement à la connaissance des milieux. Le rôle et les missions des représentants des parents doivent être revus, en fonction des évolutions actuelles de notre système.

Il faut d'abord défendre l'école publique, de façon qu'elle ne cède pas à cette privatisation rampante qui s'exprime notamment par le maintien ou la reconstitution des filières ségrégatives, ou par les atteintes répétées à la gratuité, qui pèsent toujours sur les plus démunis. Cela, parents et enseignants peuvent le faire ensemble, dans chaque école, collège, ou lycée, en réintroduisant de la justice sociale partout où elle est oubliée.

Il s'agit ensuite de redonner du sens à la concertation organisée, en faisant des projets d'école et d'établissement le point d'ancrage autour duquel les acteurs -enseignants, parents, élus, mais aussi élèves- se rassemblent pour édifier, et donc pour mettre chacun devant ses responsabilités propres.

Il faut enfin organiser ensemble, avec discrétion, la vigilance autour

des enfants en difficulté scolaire et des familles en détresse sociale.

On évoque souvent le "malaise" du monde enseignant. On ne peut alors que se féliciter de voir les citoyens se préoccuper de plus en plus de leur Ecole et de ses maîtres. Mais les enseignants doivent accepter de leur côté que cet intérêt se manifeste par un échange à partir d'un objectif partagé : la promotion et l'amélioration du service public d'éducation rendu aux "usagers", qui ne doivent pas être contraints d'aller payer hors de l'Ecole l'aide et le soutien que celle-ci a le devoir d'offrir.

Au-delà d'un consensus mou, c'est tout l'enjeu de la relation entre parents et enseignants. Les professeurs apprécient que les parents soutiennent leurs demandes de postes ou de crédits, qu'ils soient attentifs aux questions de discipline. Mais cela ne va pas sans créer des droits en retour : dans l'organisation de l'établissement, les parents peuvent demander des explications sur la façon dont celui-ci essaie de régler les problèmes de comportement de leur enfant, et ils ont leur mot à dire...

Notes :

1. Philippe Meirieu, in "Ecoles, familles, le malentendu", F. Dubet dir. Ed. Textuel, 1997.
2. Voir Claude Pair, "L'école devant la grande pauvreté", Hachette, 1998, et les témoignages recueillis par ATD-Quart Monde qu'il évoque.
3. E. et G. Chauveau, "Les familles et l'école : une relation difficile", in Ville, Ecole, Intégration, n°114, 1998, CNDP.

Notes précédentes :

- n°1 • Ecole, qui décide ?
- n°2 • Collège : un socle commun ?
- n°3 • L'évaluation au coeur du débat public sur l'École.

• Hors-Série •

Débattre OUI ! mais comment ?

Signataires :

Jacques George  
Jacky Beillerot  
Alain Berestetsky  
Luc Bérille  
Maurice Charrier  
Gilles Ferry

Claire Héber-Suffrin  
Marc Héber-Suffrin  
Claude Lelièvre  
Gilbert Longhi  
Philippe Meirieu  
Dominique Sénore

Georges Vigarello  
Jean-Luc Villeneuve  
Jean-François Vincent  
Thierry Volck  
Jean-Michel Zakhartchouk

Contacts :

Jean-François Vincent  
jf.vincent@occe.net - Tel : 01 44 14 93 30

Maurice Charrier  
franck.tornicelli@vaulx.sitiv.fr  
Tel : 04 72 04 80 80